

## **Les Effets de la politique budgétaire sur l'activité de la croissance économique au Maroc**

### **The effects of budgetary policy on economic growth activity in Morocco**

**Maroua MEKOUAR**

Doctorante chercheuse

Faculté d'Économie et de Gestion –Université Ibn Tofail, KENITRA

Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques.

**Mounir EL BAKKOUCHI**

Professeur HDR d'Économétrie et Méthodes Quantitatives

Faculté d'Économie et de Gestion –Université Ibn Tofail, KENITRA

Laboratoire des Sciences Économiques et Politiques Publiques.

**Date de soumission :** 12/08/2021

**Date d'acceptation :** 26/10/2021

**Pour citer cet article :**

Mekouar M & EL Bakkouchi M. (2021) « Les effets de la politique budgétaire sur l'activité de la croissance économique au Maroc », Revue Internationale du Chercheur «Volume 2: Numéro 3» p 1797 - 1810

## Résumé

Les effets marginaux de la politique budgétaire et de la croissance économique ne peuvent être séparés dans la logique de l'évaluation du budget économique et social.

La présence d'effets de seuil suggère la simultanéité de différents régimes budgétaires liés à l'endettement public. La discipline budgétaire imposée aux finances publiques marocaines au cours des dernières années a affecté négativement l'économie marocaine et conduit à plusieurs crises, notamment dans le volume de la dette publique et le déficit budgétaire qui interpelle les économistes à diagnostiquer la situation et proposer des solutions.

L'objectif de cet article n'est pas de mettre en évidence le déséquilibre du budget général ou les taux d'endettement élevés, mais l'objectif est de proposer des solutions et de mettre en œuvre une politique spécifique afin de lancer une croissance économique efficace, c'est-à-dire en suivant les meilleurs moyens d'orienter l'économie et réorganiser la conjoncture sur la base des finances publiques.

**Mots-clés:** Politique budgétaire; croissance économique; effets de seuil; discipline budgétaire; déficit budgétaire.

## Abstract

The marginal effects of fiscal policy and economic growth cannot be separated in the logic of economic and social budget assessment.

The presence of threshold effects suggested the simultaneity of different fiscal regimes linked to public debt. The budgetary discipline imposed on Moroccan public finances in recent years has negatively affected the Moroccan economy and led to several crises, particularly in the volume of public debt and the budget deficit which calls on economists to diagnose the situation and propose solutions.

The objective is not to highlight the imbalance of the general budget or the high debt ratios, but the objective is to propose solutions and to implement a specific policy in order to launch an efficient economic growth, according to the best means of orienting the economy and reorganizing the economy on the basis of public finances.

**Keywords:** Fiscal policy; economic growth; threshold effects; fiscal discipline; budget deficit.



## Introduction:

Le Maroc à l'instar des pays en voie de développement (PED), il s'est engagée depuis les années quatre-vingt dans le processus d'amélioration du niveau de vie de la population et d'assurance du bien-être social en réformant un ensemble de fondements économiques.

L'utilisation des effets de seuil dans le cadre de la politique budgétaire, s'inscrit dans la logique des politiques économiques et sociales. La présence d'effets de seuil indique l'existence de régimes budgétaires conditionnels sur la dette publique.

La discipline budgétaire appliquée aux finances publiques du Maroc depuis les années 1980, a le potentiel d'être contre-productive et néfaste à la croissance économique.

Les réformes d'inspiration libérale sont d'abord adoptées dans les pays d'Amérique latine confrontés à la crise de la dette. La mauvaise gestion de l'économie marocaine au fil des années a placé le Maroc dans une situation économique délicate. Les déséquilibres macroéconomiques sont présents à tous les niveaux, avec des déficits budgétaires importants, des niveaux d'endettement qui explosent et des taux de chômage, la perte du pouvoir d'achat, la pauvreté, etc.

Face à une telle situation économique, le Maroc a cédé aux recommandations des organisations internationales.

Les solutions temporaires ou partielles ne peuvent plus être des recours efficaces.

Les problèmes doivent être traités à la source, et celle-ci n'est rien d'autre qu'une économie faible et une sous-utilisation du potentiel du pays. Par conséquent, contraint de miser sur une croissance forte et durable pour sortir du pays du cercle vicieux du faible potentiel et de la faible utilisation de la croissance économique. La première génération de réformes, qui a donné naissance à une atmosphère politique et sociale tendue, a déploré l'association record.

Face à cette situation, une nouvelle gouvernance s'est imposée. Cette gouvernance est davantage orientée vers l'allocation des ressources sociales et la lutte contre le chômage.

Le Maroc s'est lancé dans une deuxième vague de nature institutionnelle et politique, comprenant des amendements constitutionnels et un gouvernement tournant et alternatif<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le gouvernement dit « d'alternance » rassemblait les neuf partis de sensibilités politiques contradictoires, des communistes à la droite modérée (RNI) en passant par les socialistes (USFP) et les nationalistes (Istiqlal). Ces trois derniers partis formant l'ossature de la coalition formée en mars 1998.

Cette deuxième vague de réformes visait essentiellement à paralyser le Maroc, à rompre avec les pratiques passées et à élargir le champ des libertés publiques.

Les politiques macroéconomiques et sociales au Maroc, souffrent d'un ensemble d'insuffisances. Ils révèlent aujourd'hui qu'ils ne sont pas capables d'atteindre "un équilibre-haut".

En effet, l'économie marocaine est clairement performante économiquement par rapport à ses concurrents directs ou à la moyenne de la région MENA.

Il s'agirait alors de modifier l'objectif et de réintroduire la possibilité d'un choix arbitraire dans certaines limites. Cela pourrait aussi signifier que si la politique monétaire ne peut pas être le seul outil macroéconomique, alors la réglementation bancaire et financière n'est pas un remède miracle à notre connaissance, par exemple, prévenir le surendettement des ménages n'efface pas les vrais déséquilibres qui rendent nécessaire le maintien du taux de croissance.

Au niveau budgétaire, le respect de la règle des 3% crée ses propres problèmes. À son tour, la réduction du déficit public en période difficile ne peut pas être un indicateur de l'efficacité de la politique économique. C'est une règle arbitraire et contre-productive qui restreint toute allocation et redistribution de ressources afin de minimiser la pire des inégalités sociales.

Au niveau social, les résultats sont assez négatifs. Les derniers rapports de la banque mondiale<sup>2</sup>, et de la PNUD, montrent une situation alarmante.

En raison de ses effets négatifs, la politique limite le développement et provoque des retards et des lacunes dans le développement humain<sup>3</sup> et le libre accès.

Sur la base de ces constats, il est recommandé d'analyser et de quantifier l'ampleur de l'impact

---

<sup>2</sup> Le rapport (Développement de la région MENA, 2007) établit un indice composite des résultats éducatifs pour 14 pays incorporant les réalisations relatives à l'accès, l'équité, la qualité et l'efficacité de l'éducation aux trois niveaux formels, corrigés par point de départ. Dans le cas de l'accès, l'indice regroupe les taux nets d'inscription dans l'éducation primaire et les taux bruts d'inscription dans le secondaire et l'éducation supérieure. L'indice intégré pour l'accès démontre que le Liban, la Jordanie, l'Égypte, et la Tunisie ont connu des performances particulièrement élevées comparées à Djibouti, au Yémen, à l'Iraq et au Maroc.

<sup>3</sup> Promouvoir le bien-être des individus revient, d'après A. Sen, à promouvoir les capacités qui leur permettent de choisir la vie à laquelle ils aspirent et « toute politique économique a implicitement ou explicitement un objectif social : elle participe à la mise en place d'un projet de société. Elle ne peut être évaluée hors du champ de la démocratie, comme si elle n'était qu'application d'un principe gestionnaire » (J.-P. Fitoussi et P. Rosanvallon, 2006, p. 213).

de la politique budgétaire sur l'économie marocaine, afin de tirer quelques conclusions sur le potentiel et les faiblesses du système budgétaire marocain.

Le but de notre étude n'est pas de recommander des politiques radicalement cycliques qui ignorent arbitrairement le rôle et la réponse des agents économiques à la politique marocaine.

Il s'agit de poser un regard critique sur les règles budgétaires en particulier et de mettre en lumière les éléments du contexte général qui ont poussé les États- notamment les membres de l'Union européenne - à contrer le budget et aussi de tester, pour le Maroc, si la politique budgétaire provoque une croissance économique forte et durable.

Compte tenu de cela, nous proposons une problématique de recherche qui vise à vérifier si la politique budgétaire stimule une croissance économique durable.

Par conséquent, la problématique suivante est proposée : La gestion des finances publiques du Maroc est strictement suivie, dans un périmètre comptable très étroit et très conservateur, elle ne risque pas de condamner la politique budgétaire à réaliser une croissance économique faible, conduisant à un équilibre faible.

Plus précisément, il faut répondre à la question suivante : Quel est l'impact de la politique fiscale sur la croissance économique au Maroc ?

Et quelles sont les alternatives viables pour que nous ayons une nouvelle politique budgétaire « intelligente »<sup>34</sup> au service du développement économique et humain ?

Ainsi, l'enjeu suivant est proposé :

Un mécanisme strict de gestion des finances publiques au Maroc dans un périmètre comptable très étroit et très conservateur, ne risque-t-elle pas de condamner la politique budgétaire à réaliser une croissance économique faible à un équilibre faible.

Pour inclure des éléments de réponse à ce problème et aborder ses différents aspects, il nous semble intéressant dans notre plan sur deux points principaux. Tout d'abord, le premier point est tiré d'une riche analyse de la littérature sur la question de l'effet de seuil de politique budgétaire.

---

<sup>3</sup> D'après le FMI, on entend par politique budgétaire "intelligente" une politique qui facilite le changement, exploite son potentiel de croissance et protège ceux qui en souffrent. Ainsi, un endettement excessif et des dettes publiques qui atteignent des niveaux record ont limité les moyens financiers à la disposition des pouvoirs publics. La politique budgétaire doit donc faire plus avec moins. Pour plus de détails sur ce point Cf. <https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/041917f.htm>.

En second lieu, nous présentons plusieurs pistes susceptibles de remédier aux symptômes du processus budgétaire et de mettre les finances publiques au service de la croissance et du développement humain de notre Royaume.

### **1. Les effets de la politique budgétaire sur l'activité économique :**

L'introduction de seuils affecte l'avantage de prendre l'azimut des effets de la politique budgétaire. La non-linéarité des mesures budgétaires permet d'envisager toutes les réponses possibles à la croissance économique après un changement de la politique budgétaire.

Selon Keynes, la régulation étatique de la croissance nécessitait des actions budgétaires contra-cycliques. Cette orientation a conduit les agences publiques à soutenir les opérations lorsque la demande des concessionnaires s'affaiblit et ralentit lorsque sa fuite a alimenté les craintes de déséquilibres et d'externalités.

#### **1.1 Les effets non linéaires de la politique budgétaire : (Demande/Offre) :**

L'existence de l'effet de seuil montre que le système de taxation conditionnelle de la dette publique est répandu. Plusieurs explications non exclusives de ce phénomène ont été proposées. Le premier mécanisme est basé sur un mécanisme spécial, plutôt que le second mécanisme basé sur un mécanisme d'offre. Quant aux effets de demande, Giavazzi et Pagano et Blanchard les ont déjà expliqués en signalant des effets dans les situations d'endettement critique. Celle-ci repose sur la capacité à assainir les finances publiques, ce qui va modifier la formation des anticipations des agents privés. La baisse des dépenses publiques annonce de futures baisses d'impôts et est donc à l'origine de l'effet richesse. Que l'effet signal s'incarne dans les dépenses ou dans la fiscalité, ces deux politiques placent la politique budgétaire dans une position relative au seuil et ont un impact sur les activités économiques en termes de niveau d'endettement.

Cependant, nous constaterons que de 1973 à 1982, la finance africaine a connu un déficit structurel, ce qui contredisait l'intervention contra-cyclique de l'Etat. À ce jour, très peu de pays africains ont été en mesure de dépenser avec parcimonie pendant les booms des matières premières et de consommer dans des circonstances défavorables.

Partant de l'intuition originelle de **Ricardo Barro**, l'argument de l'efficacité de l'action budgétaire dans les variations cycliques est rejeté. Selon le principe d'équivalence Ricardien,



le secteur privé dans son calcul contraint économiquement le budget entre les secteurs publics.

Si les agents s'attendent à payer leurs déficits de dette, l'action de l'État produira un effet « non keynésien » dans la mesure où elle n'affecte pas le produit intérieur.

Le remboursement de la dette entraîne une réduction des dépenses privées et fait du déficit un simple transfert inter-professionnel.

Feldstein et Drazen développent deux analyses différentes mais convergentes pour les deux économistes, l'effet de la politique budgétaire la croissance économique dépend primordialement de sa portée et son terme. Concernant l'effet d'offre, ils reposent sur deux hypothèses : d'une part, les ajustements induits par la baisse des dépenses publiques ne produiront pas de hausses d'impôts ; d'autre part, la composition du budget dépend du niveau des dépenses publiques (ratio d'endettement).

Selon les tenants du système anti-keynésien, la dynamique de la dette publique amplifie les effets bénéfiques du budget sans provoquer la non soutenabilité du budget public.

D'autres mécanismes peuvent être évoqués pour expliquer systématiquement la linéarité de la politique budgétaire :

Les entités économiques sont financièrement restreintes, y compris des contraintes budgétaires serrées, consommant la plupart ou la totalité de leurs revenus, et l'incapacité d'optimiser l'inter-temporel. Un stimulus fiscal qui suit un régime économique peut stimuler l'activité économique, mais une demande accrue de devises exercera une pression sur les taux d'intérêt.

## **2. Analyse sur l'efficacité de la politique budgétaire dans l'objectif de croissance économique du Maroc**

Afin d'étudier la relation entre la politique budgétaire et le cycle économique, il tend à évaluer l'impact et les mesures de la cyclicité budgétaire sur la croissance économique.

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc a réalisé d'importants progrès sociaux et économiques grâce à des investissements publics massifs, des réformes structurelles et des mesures visant à assurer la stabilité macroéconomique. La croissance qui en a résulté a permis des progrès significatifs dans l'éradication de l'extrême pauvreté, l'augmentation de l'espérance de vie, un meilleur accès aux services publics de base et un développement important des infrastructures publiques. Celles-ci ont permis au pays de réduire l'écart de niveau de vie avec les pays du sud de l'Europe.

### **2.1. L'impact de la politique budgétaire sur la dynamique de la croissance économique du Maroc**

Le Maroc se distingue comme un pays qui a utilisé la crise du COVID-19 pour en faire une opportunité et a lancé un plan de réforme ambitieux et transformateur. Après les premiers efforts pour atténuer l'impact direct de la pandémie sur les ménages et les entreprises, le Maroc a mis en place diverses politiques pour corriger les inégalités de longue date et surmonter certains obstacles structurels qui ont limité les performances économiques marocaines dans le passé. Le plan de réforme repose sur les piliers suivants : la mise en place d'un fonds d'investissement stratégique (Fonds Mohammed VI) pour soutenir le secteur privé ; la réforme du cadre de protection sociale pour accroître le capital humain ; et la réorganisation du vaste réseau des entreprises publiques marocaines. En outre, le gouvernement a annoncé une clause mettant l'accent sur un nouveau modèle de développement humain et d'égalité des sexes, tout en redynamisant les efforts récents pour encourager l'entrepreneuriat privé et améliorer la compétitivité. Si elles sont mises en œuvre avec succès, ces réformes peuvent conduire à une trajectoire de croissance plus forte et plus juste.

### **2.2. Les réformes structurelles de l'activité de la croissance économique**

Les réformes ci-dessus peuvent augmenter le potentiel de croissance de l'économie marocaine à travers différents canaux: en augmentant la compétitivité du marché, en renforçant la concurrence et en rationalisant le rôle des entreprises publiques dans l'économie, de plus en plus d'entreprises privées peuvent entrer sur le marché, se développer et créer un secteur privé



plus dynamique peut mieux utiliser les grandes quantités de capital corporel accumulé au cours des dernières décennies, augmentant ainsi les avantages de croissance des infrastructures existantes, l'accélération du rythme de formation du capital humain permet à davantage de citoyens marocains de réaliser leur potentiel de productivité, ce qui contribuera à améliorer le niveau de vie et à accélérer la croissance économique.

De plus, après la mobilisation des fonds nationaux et étrangers, l'énorme pression sur les finances publiques entraînera une augmentation du niveau de la dette publique. Cependant, le Maroc dispose encore de marges bénéficiaires utilisables, notamment la part relativement faible de la dette extérieure, et ses coûts ont diminué au fil des années. Afin d'augmenter le potentiel de croissance de l'économie nationale, le pays est désormais obligé de renforcer et d'apporter ses propres ressources, de fédérer les grandes entreprises et d'intégrer les petites et moyennes entreprises, et de s'engager dans des industries potentielles. Il est également illusoire de penser qu'il résout le problème du secteur informel, il reste un secteur qui contribue largement à la création de valeur ajoutée et d'emplois. Cela reste utile lorsque les citoyens rencontrent des difficultés sociales, notamment à travers la fourniture de services de proximité. Pour cette raison, les politiques budgétaire et monétaire doivent être coordonnées dans le cadre de politiques contracycliques pour stimuler l'activité économique et atténuer les difficultés économiques, sociales et psychologiques causées par la pandémie du Covid.

Selon les experts du cabinet britannique, le Maroc devancera l'Afrique avec un taux de croissance de 5,19% d'ici fin 2021, devant le Kenya, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Nigeria. Les analystes de Global Data Plc attribuent cette performance à une très bonne campagne agricole. On estime que la production céréalière en 2020-2021 sera proche de 103,2 millions de quintaux, contre 32,1 millions de quintaux en 2019-2020, soit une augmentation de 22,1%. Ainsi, la croissance économique marocaine sera également tirée par les mesures prises par les autorités en réponse à la propagation de la pandémie de Covid-19, qui sont traitées par des campagnes de vaccination efficaces, des politiques monétaires accommodantes et des politiques de relance. Le rapport a souligné que cela a apporté une énorme contribution à la résilience et à la reprise de l'économie marocaine. En effet, rappelons que le Maroc a élaboré un plan de relance de 120 milliards de dirhams pour faire face aux effets directs et collatéraux de la crise sanitaire.

La situation actuelle exige des solutions nouvelles et plus innovantes, la politique budgétaire doit donc favoriser la croissance, c'est-à-dire que le Maroc peut prendre des mesures pour

utiliser les impôts et les dépenses pour stimuler les trois moteurs de la croissance économique à long terme : le capital (tels que les machines, les routes et les ordinateurs), le travail et la productivité (combien chaque travailleur produit à la fois).

- Capital : L'investissement public doit être accru en raison des faibles coûts d'emprunt et des graves défaillances des infrastructures.
- Travail : La création d'emplois et d'activités devrait être encouragée, en réduisant les impôts sur les salaires là où les salaires sont élevés, en recourant davantage aux politiques de soutien à la recherche d'emploi et à la formation, et en adoptant des mesures de dépenses ciblant les groupes défavorisés tels que les travailleurs peu qualifiés et les personnes âgées, et améliorer l'accès à la santé et les opportunités d'éducation.
- Productivité. Une série de mesures peuvent accroître la productivité, notamment l'amélioration du régime fiscal.

### **3. Plusieurs pistes pour refléter des politiques budgétaires « intelligentes » pour la croissance économique et le développement humain du Maroc :**

Dans chaque processus de promotion du développement humain et de la croissance économique requiert une politique budgétaire saine, efficace et prudente. Dans tout cela, la politique budgétaire marocaine est loin derrière.

Cependant, au dernier point de notre travail, nous espérons terminer sur une attitude optimiste et avancer quelques suggestions concrètes pour améliorer la performance de la politique budgétaire en termes d'objectifs socio-économiques nationaux. Il s'agit principalement de :

-Evoluer la gestion fiscale en faisant des efforts considérables dans le recouvrement des dettes publiques et la modernisation du système fiscal marocain à partir de la rationalisation du système de défiscalisation/dépense fiscale<sup>4</sup>, réduction de la pression fiscale et le renforcement de la compétitivité des entreprises publiques. -Créer un paramètre spécifique ou une autorité

---

<sup>4</sup> Les dépenses fiscales sont « les baisses de revenus des incitations fiscales qui résultent des exonérations du régime général de certains impôts pour certains contribuables ou pour certaines activités économiques, sociales et culturelles. Oui, et pourraient être directement remplacées par le terme de subvention. Nous proposons de détourner les dépenses fiscales vers le secteur industriel pour soutenir notre stratégie d'accélération industrielle 2014-2020 déjà lancée ((Il est à noter que les dépenses fiscales profitent principalement aux secteurs rentiers, à cet égard) immobilier et agricole) ».



du Conseil d'audit et d'inspection pour gérer ces types de dépenses lourdes sur les budgets nationaux et les déficits commerciaux.

-Plutôt qu'une « comptabilité » (décompensation des dérivés liquides du pétrole) initiée après 2013, nous mettrons en place une réforme globale et intégrée du fonds de compensation des prix sans mesures alternatives, ni protection des catégories sociales défavorisées.

-Investir plus de fonds dans les secteurs sociaux qui ont des externalités positives sur le développement et la productivité du capital humain du Maroc.

- Augmenter et renforcer la part des dépenses consacrées à l'investissement public, aux infrastructures, à l'aménagement et au redéveloppement, notamment en milieu rural, afin de maintenir la population en place<sup>5</sup>.

-Établir la combinaison optimale de la politique budgétaire et monétaire<sup>6</sup>.

-Réduire le déficit budgétaire et la dette publique du pays.

-etc.

Ainsi, comme vous pouvez le constater, les moyens d'introduire une nouvelle politique fiscale « intelligente » ne manquent pas au Maroc. Nous devons commencer par les premières étapes qui nous guident sur la bonne voie vers le développement humain et économique, selon les mots du *Jean-claude Bomisso*: « Un trajet de mille kilomètres à parcourir commence toujours par le premier pas ».

---

<sup>5</sup> A cet égard, il est à noter que l'investissement public privé profite encore peu aux zones rurales, qui représentent 40 % de la population totale et comptent les plus pauvres et les analphabètes (plus des deux tiers) du royaume.

<sup>6</sup> La crise montre que la politique monétaire de la plupart des pays libéraux est peu orthodoxe, mais dans les pays en développement, il a encore tendance à être assez orthodoxe. Banque Al Maghreb, par exemple, dispose de liquidités bancaires à très court terme, même si les indicateurs macroéconomiques montrent que le chômage avoisine les 9% et l'inflation est très faible (0,4% en 2014) Nous poursuivons une politique monétaire de régulation

## Conclusion

La politique budgétaire est l'un des moyens les plus importants de la politique économique. Cela comprend l'utilisation du budget de l'État pour influencer l'économie. Il comprend toutes les mesures qui ont un impact sur les ressources et les dépenses nationales et visent à atteindre certains objectifs de politique économique.

La réduction des fluctuations cycliques par le biais des recettes et des dépenses publiques peut être accomplie de deux manières mécaniques ou volontaires.

Lorsque l'activité économique ralentit, les dépenses publiques (allocations de chômage, certaines prestations sociales, etc.) ont tendance à augmenter volontairement tandis que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation conduit à un affaiblissement du solde budgétaire. Cette situation conduit à un affaiblissement du solde budgétaire. Cependant, ce transfert de revenus de l'État, qui profite aux ménages et aux entreprises, compense automatiquement les effets négatifs du ralentissement économique, comme la réduction des dépenses des entités économique, de ce fait, Ils gagnent des revenus supplémentaires, dont certains augmentent la consommation et l'investissement et stimulent la création d'emplois. Par conséquent, les revenus et les dépenses jouent un rôle dans l'auto- stabilisation du cycle économique.

L'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique est en réalité plus complexe que la théorie. L'analyse de l'effet de seuil vise à interroger le déterminisme de différentes écoles de pensée, qui ont tenté de tracer une trajectoire claire et prédéterminée pour la mesure budgétaire. Certains auteurs ont tenté d'expliquer les conséquences non linéaires de la politique budgétaire, mais le point général est de prendre en compte les anticipations et les réactions des différents agents économiques.

Nous pouvons conclure que l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique est positif, mais faible, ce qui est de même que l'impact des dépenses publiques sur les balances commerciales est négatif et fort (ainsi, le multiplicateur marocain travaille en sens contraire et travaille à l'étranger).



Les politiques monétaire et budgétaire sont là pour freiner l'instabilité inhérente à l'économie de marché affectée par les changements structurels. Ils atténuent les déséquilibres, se compensent dans le temps et ne cherchent pas à les éliminer.

L'objectif principal de notre travail est de s'inscrire dans une logique d'expérimentation des politiques économiques générales, notamment fiscales, et d'évaluation des politiques publiques sociales et économiques.

En perspective à cette thématique, nous pouvons orienter la vision vers le système de la politique budgétaire et ses outils d'évaluation. En effet, la mise en place des effets de la politique budgétaire permettra d'établir un équilibre socio-économique, Un autre élément à prendre en considération est l'accélération de l'activité économique qui nécessite une politique budgétaire qui mette en évidence le gouvernement pour agir sur l'économie du pays, c'est-à-dire le gouvernement peut compenser un ralentissement de la demande privée par une augmentation des dépenses publiques afin de stimuler l'économie. Certes, l'économie marocaine a accumulé de l'expérience dans la stabilisation de l'équilibre macro-économique, mais celui-ci continue de rencontrer des difficultés pour atteindre son équilibre social, le niveau moyen de croissance économique au cours des 30 dernières années est encore très faible et ne peut pas être déclenché une vraie dynamique sociale. La discipline budgétaire, que l'économie marocaine défend depuis le début des années 1980, semble aujourd'hui contre-productive, provoquant une perte d'équilibre économique.



## Références Bibliographiques

- AIT OUDRA, M,(2019) : «Vers une nouvelle politique budgétaire "intelligente" au service de la croissance économique et du développement humain au Maroc», Article : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/>.
- Bank AL Maghrib, (2021), Rapport annuel pp. 79 - 90. Cf. le site web de BAM : <http://www.bkam.ma>.
- Bank AL Maghrib, (2020), Rapport sur la politique monétaire.
- Barro R.J (1990), Government Spending in a simple model of endogenous growth,Journal of Political economy, vol 98, n°5, pp. S103-S125.
- Barro RJ & Gordon DB, (1983), « Rules discretion and reputation in a model of monetary policy».
- Dkhissi, A, (2018) : « Effets de la politique budgétaire et la croissance économique au Maroc », thèse de doctorat en Sciences Économiques FSJES – Souissi–Rabat.
- Giavazzi F., Jappelli T. et M. Pagano, (2000), « Searching for non-linear effects of fiscal policy: Evidence from industrial and developing countries », European Economic Review, 44, 7, 1259-1289.
- H.S, (2013), Problèmes économiques, Comprendre les politiques économiques, Septembre 2013 Numéro 4.
- KONE Solomane, (2000), L'impact des politiques monétaire et budgétaire sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA, N° 509 Décembre 2000.
- Mamadou Diop & Adama Diaw, (2015), « Politique budgétaire et stabilité macroéconomique en Union économique et monétaire », Revue de l'OFCE 2015/1 (N° 137), pages 181 à 209
- SAGOU, M, (2006), Les politiques macro-économique : Les politiques budgétaires et monétaires du Maroc depuis cinquante ans et perspectives pour les vingt prochaines années.
- SALHI, S.E, (2018), Les effets de la politique budgétaire sur la dynamique de l'activité économique au Maroc : Une analyse économétrique en modèle SVAR. Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, Numéro 7 : Décembre 2018, pp.905 - 926.
- YAMANI Nezha, (2012), « Politique économique et piège de sous-développement au Maroc » : Thèse de doctorat au sein du Laboratoire : Centre de Recherche en Economie de Grenoble, dans l'École Doctorale de Sciences Économiques.

